

Acheteur Public  
*Office National des Combattants et des Victimes de Guerre*  
Hôtel National des Invalides  
129 rue de Grenelle - Escalier B  
CS 70780  
75700 PARIS CEDEX 07

## **MARCHÉS PUBLICS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

**REALISATION DE PODCASTS POUR L'OFFICE NATIONAL  
DES COMBATTANTS ET DES VICTIMES DE GUERRE**

### **Cahier des Clauses Particulières**

# CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

## SOMMAIRE

<b>Article 1 : Généralités et définition des termes.....</b>	<b>4</b>
1.1. <i>Caractéristiques principales du marché</i> .....	5
1.1.1. Objet du marché .....	5
1.1.2. Technique d'achat .....	5
1.1.1. Durée du marché .....	5
1.1.2. Mise en œuvre du marché .....	5
1.2. <i>Intervenants</i> .....	8
1.2.1. Acheteur .....	8
1.2.2. Titulaire .....	8
1.3. <i>Pièces constitutives du marché</i> .....	9
1.3.1. Pièces contractuelles .....	9
1.4. <i>Obligations générales d'exécution</i> .....	9
1.4.1. Protection des données personnelles – RGPD .....	9
1.4.2. Assurances .....	9
1.4.3. Documentation à fournir en cours d'exécution .....	9
<b>Article 2 : Prix et règlement .....</b>	<b>10</b>
2.1. <i>Prix du marché</i> .....	10
2.1.1. Caractéristiques des prix .....	10
2.1.2. Contenu des prix .....	10
2.1.3. Variation des prix .....	10
2.1.4. TVA applicable sur les droits d'auteur .....	11
2.2. <i>Frais de déplacement</i> .....	11
2.3. <i>Modalités de règlement</i> .....	12
2.3.1. Avance .....	12
2.3.2. Garantie financière .....	12
2.3.3. Répartition des paiements .....	12
2.3.4. Acomptes .....	13
2.3.5. Demande de paiement .....	13
2.3.6. Acceptation de la demande de paiement .....	14
2.3.7. Paiement pour solde et règlements partiels définitifs .....	14
2.3.8. Mode de règlement .....	14
<b>Article 3 : Prestations attendues .....</b>	<b>14</b>
3.1. <i>Thématique des podcasts</i> .....	14
3.1.1. Réalisation de Podcasts sur la parole de militaires et d'anciens combattants OPEX .....	14
3.1.2. Réalisation de Podcasts sur des thématiques diverses .....	15
3.1.3. Usage du podcast .....	16
3.2. <i>Prestations attendues et déroulé des prestations</i> .....	16
3.2.1. Création de l'identité sonore et visuelle .....	16
3.2.2. Écriture du texte d'introduction/conclusion .....	16
3.2.3. Élaboration du questionnaire .....	16
3.2.4. Enregistrements et animation .....	17
3.2.5. Montage .....	17
3.2.6. Validation des émissions et corrections .....	17
3.2.7. Mise en ligne du podcast sur la plateforme d'hébergement .....	17
3.2.8. Campagne de communication .....	18
<b>Article 4 : Délais – Pénalités .....</b>	<b>18</b>

4.1.	<i>Délais</i> .....	18
4.1.1.	Délais d'exécution.....	18
4.1.2.	Prolongation des délais .....	18
4.2.	<i>Pénalités</i> .....	18
4.2.1.	Pénalités pour retard.....	18
4.2.2.	Autres Pénalités.....	19
<b>Article 5 :</b>	<b>Exécution des prestations</b> .....	<b>19</b>
5.1.	<i>Lieux d'exécution</i> .....	19
5.2.	<i>Arrêt de l'exécution des prestations</i> .....	20
5.3.	<i>Modifications du contrat</i> .....	20
<b>Article 6 :</b>	<b>Constatations de l'exécution des prestations –Destruction des données.....</b>	<b>20</b>
6.1.	<i>Constatations</i> .....	20
6.1.1.	Opérations de vérification .....	20
6.1.2.	Décisions après vérification .....	20
6.2.	<i>Garantie technique</i> .....	20
6.3.	<i>Destruction des données</i> .....	20
<b>Article 7 :</b>	<b>Clause environnementale</b> .....	<b>21</b>
<b>Article 8 :</b>	<b>Utilisation des résultats</b> .....	<b>21</b>
8.1.	<i>Objet de la cession</i> .....	21
8.2.	<i>Modalité de la cession</i> .....	21
8.3.	<i>Territoire et durée de la cession</i> .....	21
8.4.	<i>Montant de la cession</i> .....	21
8.5.	<i>Liste des droits patrimoniaux cédés</i> .....	21
<b>Article 9 :</b>	<b>Résiliation</b> .....	<b>22</b>
<b>Article 10 :</b>	<b>Différends</b> .....	<b>22</b>
<b>Article 11 :</b>	<b>Dérogations au CCAG-PI</b> .....	<b>22</b>

## CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

### Article 1 : Généralités et définition des termes

Le présent marché est passé en application des dispositions du Code de la commande publique en vigueur à la date du lancement de la consultation afférente.

#### Définition des acronymes utilisés

Opex :	Opérations extérieurs
DCP :	Département Communication et Prospective
DMC :	Département Mémoire et Citoyenneté
DSO :	Département de la Solidarité
RRM :	Référents régionaux mémoire
EMACOM :	État-major des armées
SD :	Service Départemental

#### Définition des termes utilisés

Épisode :	contenu audio diffusé au sein d'une même œuvre sonore numérique (podcast) réalisée et produite
Podcast(s) :	œuvre(s) sonore(s) numérique(s) réalisée(s) et pouvant être écoutée(s) à la demande depuis un terminal
Identité sonore :	habillage sonore des podcasts incluant le choix et la création du genre musical, de la bande sonore, du générique, des jingles, des virgules sonores, des tapis sonores
Création sonore :	éléments d'habillage sonore créés en sus de l'Identité Sonore, y compris musique et bruitages
Identité visuelle :	œuvre graphique originale destinée à illustrer un podcast
Supports de diffusion :	ensemble des supports d'exploitation numériques des podcasts, dont les plateformes et applications de podcasts tierces ainsi que le site internet du client ou site internet dédié, le ou les application(s) mobile(s) et/ou comptes de réseaux sociaux dont il a la responsabilité éditoriale, intranet, chaîne YouTube, etc.
Calendrier de production :	document calendaire établi en début de production entre le titulaire et l'acheteur, fixant les étapes clés de la production, les dates allouées à chacune de ces étapes, l'attribution d'exécution de celles-ci entre le titulaire et l'acheteur.

## 1.1. Caractéristiques principales du marché

### 1.1.1. Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses particulières (CCP) ont pour objet de confier au titulaire du marché la réalisation et le dépôt sur les plateformes de diffusion de podcasts, les épisodes des podcasts qui seront produits au bénéfice de l'ONaCVG.

La réalisation d'un épisode compte la captation, le montage, l'habillage sonore ainsi que les prestations telles que définies dans le présent CCP.

Les podcasts seront consultables sur les plateformes de diffusion de ce type de média.

Lieu d'exécution : France métropolitaine et Corse.

### 1.1.2. Technique d'achat

Le marché prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire.

Il est exécuté par :

- l'émission de bons de commande, selon les dispositions des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.
- la conclusion de marchés subséquents, selon les dispositions des articles R. 2162-7 à R. 2162-12 du Code de la commande publique.

Le montant du présent accord-cadre sur toute la durée du marché est tel que spécifié ci-après :

Montant minimum sur toute la durée du marché	Montant maximum sur toute la durée du marché
Sans minimum	250 000 € HT

Le montant maximum correspond à l'engagement du titulaire d'honorer les commandes passées par l'établissement à concurrence de ce montant.

### 1.1.1. Durée du marché

Le marché est conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa date de notification.

Il peut être reconduit tacitement 3 fois une année, soit pour une durée maximale de quarante-huit (48) mois.

Sauf décision de non reconduction notifiée au titulaire un (1) mois avant l'échéance de la période, le marché sera reconduit tacitement dans les limites du nombre de reconductions maximum.

Quelles que soient les raisons ayant motivé la non reconduction, la validité du marché court jusqu'au terme de la période en cours. La non reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

### 1.1.2. Mise en œuvre du marché

#### 1.1.2.1. Modalités de communication

Les parties au marché communiqueront entre elles :

- directement au titulaire contre récépissé daté et signé,
- par lettre recommandée avec accusé de réception postale,

- via le profil acheteur et dans les conditions fixées à l'article 3.1.2 du CCAG-PI,
- par courrier électronique avec accusé de réception. Dans le cas où cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, celui-ci sera invité à accuser réception pour valoir notification. À défaut d'accusé de réception, le titulaire est réputé avoir reçu cette notification à l'issue d'un délai de 8 jours à compter de la date d'envoi du courrier électronique.

À cette fin, le titulaire fournira en début de marché une adresse de courrier électronique valide.

#### *1.1.2.2. Bons de commande*

L'accord-cadre est mis en œuvre par l'émission de bons de commande datés.

Les bons de commande sont notifiés par l'acheteur au titulaire.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement qui a, seul, compétence pour formuler des observations à l'acheteur.

Un bon de commande pourra être émis jusqu'au dernier jour de validité de la dernière période de l'accord-cadre. Toutefois, la dernière prestation ne pourra être exécutée que dans un délai maximum de 2 mois après la période de validité de l'accord-cadre.

Les bons de commandes peuvent être établis soit :

- sur la base des prix du Bordereau des prix unitaires et plafonds (BPU) annexé à l'acte d'engagement,
- sur la base d'un marché subséquent, formalisé par un devis pour toute prestation d'impression non prévues au BPU. Les modalités d'exécution des devis sont telles que définies au 1.1.2.3.

#### *1.1.2.3. Devis*

Les marchés subséquents sont passés selon les modalités définies ci-après :

#### **A/ Consultation du titulaire de l'accord-cadre**

À la survenance du besoin et pendant toute la durée de l'accord-cadre, le titulaire sera invité, préalablement à la conclusion d'un marché subséquent, à compléter, par écrit son offre sur la base des termes couverts par l'accord-cadre, pour la satisfaction du besoin spécifique concerné. Les compléments ainsi apportés aux caractéristiques de l'offre initiale ne pourront avoir pour effet de les modifier substantiellement.

Dans ce cadre, l'ONaCVG définira les spécificités attendues, telles que :

- la thématique,
- le nombre d'épisodes,
- la création de visuels et d'identité sonores le cas échéant,
- les lieux d'exécution,
- des prestations et déroulés autres que celles décrites à l'article 3.2
- (...)

L'acheteur adresse sa demande au titulaire par courrier électronique.

### **B/ Réponse du titulaire de l'accord-cadre**

La situation qui résulte de l'exclusivité dont bénéficie le titulaire de l'accord-cadre mono attributaire implique en contrepartie une obligation de réponse et de satisfaction des besoins de l'administration prévus à l'accord-cadre. Le titulaire est donc tenu de satisfaire aux demandes de l'ONaCVG et devra, éventuellement, répondre d'une rupture dans la délivrance des prestations.

Il doit répondre aux consultations des marchés subséquents sollicitées par l'ONaCVG en respectant les engagements de son offre cadre (taux plafonds, délai(s)...).

En aucun cas, lors de la remise d'une offre pour un marché subséquent, le titulaire ne pourra proposer des taux de rémunération excédant les taux plafonds de l'accord-cadre.

Le délai de réponse à la consultation sera au maximum de cinq (5) jours ouvrés.

Le titulaire émet un devis répondant à la demande telle qu'exprimée en A/.

Les devis émis par le titulaire comportent au minimum les informations suivantes :

- le détail des lignes figurant au Bordereau des prix plafonds,
  - le nom et les coordonnées de l'ONaCVG,
  - le nom de l'acheteur,
  - le numéro du marché,
  - la liste détaillée des prestations attendues,
  - la quantité demandée,
  - le montant total en HT de la demande et son montant en TTC
- (...)

Ils sont édités au format PDF et envoyés par courrier électronique à l'acheteur.

Ils précisent, le cas échéant, les accessoires disponibles pour les matériels demandés et toute information utile à l'acheteur.

Les délais de production du devis sont ceux précisés à l'article 4.1.1.

Dans le cas où le devis ne conviendrait pas à l'acheteur, le titulaire produira un nouveau devis tenant compte de ses remarques. Le titulaire dispose du même délai pour la production de ce nouveau devis que celui défini à l'article 4.1.1 pour le devis initial.

La durée de validité des devis est de minimum quatre (4) semaines.

### **C/ Attribution du marché subséquent**

Après acceptation du devis, l'ONaCVG passe un bon de commande dans les mêmes conditions qu'à l'article 1.1.2.2

La demande de devis n'entraîne pas forcément la passation d'un bon de commande.

Si l'offre complémentaire du titulaire répond au besoin, le marché subséquent lui est notifié.

Dans le cas contraire, le titulaire pourra être sollicité à nouveau pour compléter ou préciser sa proposition.

Ces dispositions ne font pas obstacle à une déclaration sans suite avec ou sans relance de la procédure.

### *D - Délai de validité des offres*

À défaut d'indication dans la lettre de consultation d'un marché subséquent, la durée de validité des offres est au minimum de 30 jours à compter de la date limite de remise de l'offre du marché subséquent concerné.

L'offre doit être établie en valeur du mois  $M_0$  défini à l'acte d'engagement du marché subséquent.

L'acheteur est délié de l'exclusivité contractuelle dont bénéficie le titulaire au cas où aucune offre régulière, acceptable et appropriée n'a été remise.

## **1.2. Intervenants**

### *1.2.1. Acheteur*

Les coordonnées des interlocuteurs de l'ONaCVG seront communiquées au titulaire à la notification du marché.

### *1.2.2. Titulaire*

#### *1.2.2.1. Représentant du titulaire*

En complément des dispositions de l'article 3.4.1 du C.C.A.G.-P.I., il est précisé que le ou les personnes habilitées à représenter le titulaire devront être désignées dans un délai maximum de 15 jours.

#### *1.2.2.2. Modification affectant le titulaire*

Il est fait application des dispositions de l'article 3.4.2 du CCAG-PI

Le titulaire s'engage à exécuter la prestation par les intervenants désignés dans le mémoire justificatif de l'offre.

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, tout nouvel intervenant doit faire l'objet d'une approbation par la personne publique.

En cours d'exécution du marché, en cas de remplacement d'un intervenant, le titulaire doit proposer à l'ONaCVG un profil équivalant tant sur le plan de l'expérience que de la qualification. Le profil du nouvel intervenant doit être validé par l'ONaCVG avant toute intervention.

#### *1.2.2.3. Conditions relatives à la sous-traitance*

Le titulaire peut recourir à la sous-traitance à condition de l'avoir déclarée et avoir obtenu l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement par l'acheteur.

En précision à l'article 3.6 du C.C.A.G.-P.I., le titulaire dispose d'un délai maximum de 15 jours pour communiquer les coordonnées de la personne habilitée à représenter le sous-traitant.

### **1.3. Pièces constitutives du marché**

Cet article déroge à l'article 4.1 du CCAG-PI

Les pièces constitutives du présent marché sont les suivantes par ordre de priorité :

#### *1.3.1. Pièces contractuelles*

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes
- Le bordereau des prix unitaires plafonds
- Le cahier des clauses particulières (C.C.P.) et ses documents annexés
- Le mémoire justificatif de l'offre et le mémoire technique du candidat le cas échéant
- Les actes de sous-traitance,
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, publié au JO du 1<sup>er</sup> avril 2021 et entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2021.

### **1.4. Obligations générales d'exécution**

#### *1.4.1. Protection des données personnelles – RGPD*

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 (dite "loi informatique et libertés") dans sa dernière version en vigueur, modifiée notamment par la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, et transposant en droit français le règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018.

Le cas échéant, avant la mise en œuvre par le titulaire, pour le compte de l'acheteur, d'un traitement comportant des données à caractère personnel, un avenant doit être conclu au présent marché pour définir à minima les obligations des parties et les conditions relatives au traitement.

#### *1.4.2. Assurances*

Conformément à l'article 9 du CCAG-PI, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution, le titulaire unique ou le mandataire et les membres du groupement doivent justifier au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie, qu'ils sont titulaires d'une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 et 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations objet du marché.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette/ces attestation(s) en cours de validité, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

#### *1.4.3. Documentation à fournir en cours d'exécution*

Conformément à la réglementation en vigueur, le titulaire, ou chacun des membres du groupement, ainsi que, le cas échéant, chacun des sous-traitants, devra produire, TOUS LES 6 MOIS, à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les documents ci-après.

En cas de retard dans la production de ces documents le titulaire est passible des pénalités de retard prévues à l'article [3.2.1.1](#) infra.

En cas d'inexactitude ou de non production de ces documents, le marché pourra être résilié.

#### **Documents fiscaux et sociaux :**

- Pour le(s) cocontractant(s) établi(s) ou domicilié(s) en France, les pièces prévues aux articles R. 2143-7 à R. 2143-9 du Code de la commande publique, et notamment : les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le titulaire a satisfait à ses obligations fiscales (impôt sur le revenu ou impôt sur les sociétés, taxe sur la valeur ajoutée) et sociales,
- Pour le(s) cocontractant(s) établi(s) ou domicilié(s) à l'étranger, les pièces prévues aux articles R. 2143-7 à R. 2143-9 du Code de la commande publique.

#### **Liste nominative des salariés étrangers :**

Conformément aux articles D. 8254-1 à 6 du Code du Travail, la liste nominative des salariés étrangers employés par le titulaire et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du Travail. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précisera pour chaque salarié : sa date d'embauche, sa nationalité et le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

## **Article 2 : Prix et règlement**

### **2.1. Prix du marché**

#### *2.1.1. Caractéristiques des prix*

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application aux quantités réellement exécutées des prix unitaires du bordereau des prix unitaires, selon les stipulations de l'acte d'engagement.

#### *2.1.2. Contenu des prix*

Les prix comprennent l'ensemble des charges et frais énumérés à l'article 10.1.3 du CCAG-PI ainsi que les droits de concession.

Le titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conséquences directes ou indirectes des circonstances de temps, de lieux et d'horaires dans lesquelles la prestation demandée doit être réalisée et a élaboré ses prix en toute connaissance de cause.

Les prix s'entendent pour des prestations exécutées dans les conditions prévues au cahier des charges.

#### *2.1.3. Variation des prix*

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois  $M_0$  rappelé à l'acte d'engagement, par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-PI.

Les prix du marché sont révisables.

Le coefficient de révision des prix est obtenu par l'application de la formule suivante :

<i>Formule</i>	<i>Indices</i>
$C = 0.15 + 0.85 * (A/A_0)$	Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 58.14 – Édition de revues et périodiques <a href="https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010546150">https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010546150</a>

A = valeur de l'indice retenu 3 mois avant le mois de révision,

A<sub>0</sub> = valeur de ce même indice au mois M<sub>0</sub>

Le coefficient est arrondi au 1/1000<sup>ème</sup> supérieur

Si la valeur définitive d'un indice ou index n'est pas publiée au moment du calcul du coefficient de révision, il sera fait usage de la dernière valeur connue de l'indice ou index.

Si l'index de référence utilisé ci-dessus cessait d'être publié, il serait remplacé de plein droit par celui qui s'y substituerait, en appliquant le coefficient de raccordement établi à cet effet.

#### 2.1.4. TVA applicable sur les droits d'auteur

Lorsque durant l'année fiscale précédent la signature du contrat, le titulaire a perçu :

- plus de 25 000 € bruts (montant au 1<sup>er</sup> janvier 2025) au titre de la cession des droits patrimoniaux sur des œuvres de l'esprit, il percevra la TVA à 10 % et la reverse à l'administration fiscale.
- moins de 25 000 € bruts (montant au 1<sup>er</sup> janvier 2025) au titre de la cession des droits patrimoniaux sur des œuvres de l'esprit, l'auteur est exonéré de TVA au titre de l'article 293 B-III.-2. du CGI. La note de droits d'auteur mentionnera dans ce cas obligatoirement : « TVA non applicable (article 293 B-III.-2. du CGI). »

Attention : cet article est sous réserve de l'application de l'article 32 de la loi de finance 2025 [loi n° 2025-127 du 14 février 2025] qui instaure – normalement au 1<sup>er</sup> mars 2025 – un seuil unique de franchise de TVA à 25 000 € ;

Cependant, devant le bouleversement qu'engendre cette très forte réduction de ce seuil de franchise unique pour de très nombreuses catégories professionnelles, le ministère de l'Économie et des finances a suspendu le 27 février 2025 l'application de cet article 32 jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 2025.

Le seuil pour lequel la TVA sera applicable pourra être revu à la hausse, comme à la baisse en fonction de la législation en vigueur, sans nécessité de de réaliser d'avenant.

## **2.2. Frais de déplacement**

Les frais de déplacement de l'intervenant seront rémunérés sur la base des tarifs ci-dessous, sur présentation des factures acquittées.

Nature des indemnités	Prix plafonds de remboursement Coût unitaire en :
	€ TTC
Frais de déplacement	0,54 €/km
Frais d'hébergement remboursé par nuitée, sur présentation de facture	96
Frais de restauration, à raison de 2 remboursements/jour maximum	15

Lorsque le titulaire remet à l'acheteur une demande de paiement et/ou une demande de remboursement de frais, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement, à titre d'exemple les notes de frais d'hôtel, les justificatifs de péages etc

Le paiement des sommes dues au titulaire sera effectué par l'ONaCVG dans un délai de 30 jours à réception de la note d'auteur qu'il aura envoyée uniquement par voie dématérialisée sur le portail CHORUS PRO en utilisant le code SIRET de l'ONaCVG : 180 007 015 00019 et le numéro d'engagement qui lui sera transmis (du type CHMA ...).

Le paiement se fera par virement bancaire sur le compte bancaire du titulaire.

## 2.3. Modalités de règlement

### 2.3.1. Avance

Il ne sera pas versé d'avance, le marché ne respectant pas les conditions fixées à l'article R. 2191-3 du code de la commande publique.

### 2.3.2. Garantie financière

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

### 2.3.3. Répartition des paiements

#### 2.3.3.1. *En cas de groupement*

Conformément à l'article 12.1 du CCAG-PI, le mandataire est, seul, habilité à présenter à l'ONaCVG les demandes de paiement qui sont décomposées en autant de partie qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Il est, seul, habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

En cas de groupement solidaire, les entreprises cotraitantes peuvent demander à l'article 4 de l'acte d'engagement le paiement sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou à celui du mandataire.

### 2.3.3.2. *En cas de sous-traitance*

Le sous-traitant, dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur, doit déposer sa demande de paiement qui est soumise à validation du titulaire. Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour donner son accord ou notifier son refus. Passé ce délai la demande de paiement sera adressée automatiquement à l'ONaCVG.

En cas de sous-traitance indirecte, le sous-traitant de premier rang doit fournir une caution personnelle et solidaire. L'ONaCVG ne signera pas de subrogation de paiement.

### 2.3.4. *Acomptes*

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution d'un bon de commande ouvrent droit à des acomptes.

Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

La périodicité du versement des acomptes est fixée à maximum 1 mois pour les TPE/PME.

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement.

Un acompte peut être accompagné d'une demande de remboursement de frais de déplacement, d'hébergement et de restauration, tel que spécifié à l'article 2.2.

### 2.3.5. *Demande de paiement*

#### 2.3.5.1. *Contenu de la demande de paiement*

Le contenu de la demande de paiement doit être conforme aux dispositions de l'article 11.3 du CCAG-PI.

L'adresse de facturation inscrite sur les demandes de paiement est **obligatoirement** :

**ONaCVG/Agence Comptable (SFACT)**

Hôtel National des Invalides  
129 rue de Grenelle - Escalier B  
CS70780 – 75700 PARIS CEDEX 07  
Courriel [sfact@onacvg.fr](mailto:sfact@onacvg.fr)

#### 2.3.5.2. *Calcul de la demande de paiement*

Le calcul des sommes dues est établi par le titulaire

#### 2.3.5.3. *Remise de la demande de paiement*

La remise d'une demande de paiement intervient après l'admission des prestations, ainsi que pour les demandes d'acomptes mensuels, au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent, dans le cas des prestations qui s'effectuent de façon continue. Le titulaire notifie alors à l'acheteur une demande de paiement mensuelle établissant le montant total, arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci.

Les demandes de paiement sont adressées **uniquement par voie dématérialisée** par la passerelle **CHORUS PRO**, en utilisant le **code SIRET** de l'ONaCVG 180 007 015 00019 ainsi que le **N° d'engagement (EJ)** fourni dans le bon de commande considéré.

En cas de sous-traitance ou cotraitance, les titulaires doivent ajouter l'espace « factures à valider » à leur « structure » dans CHORUS PRO.

Le sous-traitant choisit le cadre de facturation A9 et complète également le numéro de SIRET du titulaire.

Le cotraitant choisit le cadre de facturation A12 et complète également le numéro de SIRET du mandataire.

#### *2.3.6. Acceptation de la demande de paiement*

L'acheteur accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître les réfections imposées.

L'acheteur arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, il le notifie ainsi arrêté au titulaire.

#### *2.3.7. Paiement pour solde et règlements partiels définitifs*

Dès l'admission de la prestation, le titulaire adresse à l'acheteur sa demande de paiement.

Chaque bon de commande fait l'objet d'un paiement partiel définitif.

#### *2.3.8. Mode de règlement*

##### *2.3.8.1. Délai de paiement*

Le délai de paiement des prestations est de 30 jours maximum à compter :

- pour les acomptes : à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

Toutefois, conformément à l'article R. 2192-17 du Code de la commande publique, le délai de paiement court à compter de la date à laquelle la conformité des prestations aux stipulations contractuelles est constatée, si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

##### *2.3.8.2. Intérêts moratoires et indemnité forfaitaire*

Il est fait application des articles R. 2192-31 à D. 2192-35 du Code de la commande publique.

## **Article 3 : Prestations attendues**

### **3.1. Thématique des podcasts**

#### *3.1.1. Réalisation de Podcasts sur la parole de militaires et d'anciens combattants OPEX*

Pour le podcast autour de la parole de militaires et d'anciens combattants OPEX, l'objectif pour l'ONaCVG est multiple. Il devra permettre de toucher le public des « jeunes combattants » OPEX, auquel l'ONaCVG a insuffisamment accès pour informer ces soldats de leurs droits, ce qui entre dans les missions du DCP.

Il doit ensuite répondre à la volonté de transmission des mémoires des conflits contemporains et de promotion du lien armées / jeunesse, enjeux portés par le DMC.

Le projet s'intègre également au programme national du DMC « Mémoire des opérations extérieures », qui comporte notamment des séances de témoignages en classe. Par ailleurs, il peut être associé aussi à la programmation et aux projets de valorisation du Monument aux morts pour la France en opérations extérieures, haut lieu de la mémoire nationale en Île-de-France.

Les témoignages des ressortissants et des agents de l'ONaCVG devront donner des informations sur les différentes missions de l'établissement et les compétences diverses nécessaires aux agents pour les assurer.

Dans la continuité des épisodes déjà diffusés autour de la parole des anciens combattants, le titulaire a pour obligation d'utiliser l'identité sonore et visuelle déjà présente dans les épisodes déjà produits.

Les Podcast déjà réalisés peuvent être entendus aux adresses ci-dessous :

<https://www.youtube.com/watch?v=AoRtVUzh9Uc>

<https://podcast.ausha.co/raconte-moi-une-opex-2>

<https://podcasts.apple.com/us/podcast/raconte-moi-une-opex/id1753565526?l=fr-FR>

- Lieux d'enregistrement : les lieux d'enregistrement des émissions seront définis ultérieurement par le DMC et le DCP, en fonction des disponibilités des interviewés et des jeunes.

Le DMC et le DCP sont les interlocuteurs de l'ONaCVG pour la planification des enregistrements. Le DMC et le DCP s'assureront de sélectionner des lieux d'enregistrements calmes et sans réverbération sonore. Le cas échéant, le titulaire ne pourra être tenu responsable de la mauvaise qualité d'enregistrement.

Sous réserve de planification par le DMC, les enregistrements pourront être effectués par région. Afin de limiter les coûts de transport, et dans la mesure du possible, le titulaire aura la possibilité d'enregistrer deux à trois interviews pour chaque déplacement régional.

- La rémunération de ces Podcasts s'effectuera par application du bordereau des prix correspondant à « Prestations attendues : réalisation d'un épisode sans création d'identité sonore et visuelle. »
- Périmètre des prestations :
  - Le Titulaire a en charge les prestations telles qu'attendues à l'article 3.2 **SAUF la création de l'identité sonore et visuelle** telle que définie à l'article 3.2.1

### 3.1.2. Réalisation de Podcasts sur des thématiques diverses

L'ONaCVG est susceptible de demander la réalisation de Podcasts sur des thématiques diverses.

À titre d'exemple, et sans engagement de l'acheteur, il pourra être demandé des thématiques relatives aux ressortissants de l'ONaCVG (veuves et veufs, pupilles de la Nation, victimes d'acte de terrorisme), relatifs aux agents de l'ONaCVG ou tout autre thématique qui pourra émerger au fil des besoins exprimés par la direction de l'ONaCVG.

Les interviewés seront différents à chaque épisode.

- La rémunération de ces podcasts s'effectuera par application du bordereau des prix des prestations correspondant à :
  - « *Prestations attendues : réalisation d'un épisode AVEC la création de l'identité sonore et visuelle* », pour ce qui est du 1<sup>er</sup> épisode
  - « *Prestations attendues : réalisation d'un épisode SANS création d'identité sonore et visuelle* » pour ce qui est des épisodes suivants
- Périmètre des prestations :
  - Le Titulaire a en charge les prestations telles qu'attendues à l'article 3.2
  - L'ONaCVG organisera les rencontres pour les interviews et sera l'interlocuteur pour la planification des enregistrements.

### 3.1.3. Usage du podcast

L'ONaCVG ayant l'intégralité des droits tels que définis à l'article 7, associés aux podcasts, il pourra utiliser ces podcasts comme support de communication comme bon lui semblera dans le cadre de la promotion de l'ONaCVG et de la mise en lumière des missions de solidarité, de transmission de la mémoire des conflits contemporain et de soutien du lien armée / jeunesse.

## 3.2. Prestations attendues et déroulé des prestations

### 3.2.1. Création de l'identité sonore et visuelle

Le titulaire créera et proposera une identité sonore ainsi qu'une identité visuelle réalisé en concertation avec l'ONaCVG pour chaque podcast thématique.

L'ONaCVG pourra demander 2 corrections au total. Le titulaire proposera alors une V2 et une V3 pour l'habillage sonore et l'habillage visuel.

- l'identité sonore sera utilisée dans chaque épisode du podcast thématique.
- l'identité visuelle sera utilisée pour toute communication relative au podcast thématique : sur la plateforme d'hébergement, sur les réseaux sociaux, etc.

Dans le cas où il serait fait usage de musique non libres de droits, le titulaire aura en charge toutes les démarches nécessaires auprès de la SACEM, ainsi que tous les frais afférents, durant la validité du contrat. Ces frais seront uniquement à la charge du titulaire, et ne pourront être refacturés à l'acheteur.

### 3.2.2. Écriture du texte d'introduction/conclusion

Le titulaire a en charge l'écriture d'un texte d'introduction et de conclusion pour chaque épisode.

Avant chaque enregistrement, il transmettra ces textes pour validation du DMC et du DCP.

### 3.2.3. Élaboration du questionnaire

Un questionnaire est établi conjointement par l'ONaCVG et le titulaire.

#### 3.2.4. Enregistrements et animation

Le titulaire a pour mission d'animer l'interview au moment de son enregistrement, sur la base d'un questionnaire de base.

Le titulaire a en charge la prestation d'animation et d'enregistrement de l'interview. Il met en œuvre tous les moyens humains et matériels nécessaires afin de procéder à l'enregistrement de l'interview.

Tous les frais afférents à l'organisation de cette prestation sont inclus dans l'offre du titulaire.

#### 3.2.5. Montage

Le titulaire réalise le montage audio initial et le transmet pour validation à l'ONaCVG.

Délais : le titulaire dispose de 5 jours ouvrés, à dater de la réalisation de l'enregistrement, pour transmettre le montage audio via un lien de transfert.

#### 3.2.6. Validation des émissions et corrections

Une première validation de chaque épisode monté est effectuée par l'ONaCVG.

Délais : l'ONaCVG dispose de 2 jours ouvrés, à dater de la réception du lien de transfert, afin de valider le projet d'émission par un courriel au titulaire.

Si des changements au montage sont demandés par l'ONaCVG, ils sont transmis au titulaire par courriel. Le titulaire procède aux corrections attendues.

Délais des corrections : le titulaire dispose de 2 jours ouvrés, à dater de la réception du courriel afin de transmettre une 2<sup>ème</sup> version de l'émission via un lien de transfert.

Délais : l'ONaCVG dispose de 3 jours ouvrés à dater de la réception du lien de transfert, afin de valider le projet d'émission par un courriel au titulaire.

Il pourra être demandé par l'ONaCVG jusqu'à 2 corrections au total, incluant l'ensemble des corrections.

#### 3.2.7. Mise en ligne du podcast sur la plateforme d'hébergement

Les épisodes des podcasts seront publiés conformément à une programmation qui sera définie ultérieurement.

Le titulaire a en charge :

- la mise en ligne sur une plateforme d'hébergement, de chacun des épisodes du podcast ;
- les frais d'hébergement du podcast durant la validité du contrat ;

Délai : après réception par courriel de la validation finale de l'épisode, le titulaire dispose de 2 jours ouvrés pour la mise en ligne de l'émission.

La diffusion publique se fera via un lien RSS sur les plateformes suivantes (liste non exhaustive) : Apple Podcasts, Google Music, Amazon Podcast, Deezer, Spotify, Podcast Addict, etc.

L'hébergement sera d'un an à partir de la mise en ligne du 1<sup>er</sup> épisode du podcast.

À échéance de la période d'hébergement :

- En fin de contrat, il appartient à l'ONaCVG d'ouvrir un compte sur la plateforme d'hébergement ;
- Il appartient au titulaire de demander à la plateforme d'hébergement le transfert du podcast sur le compte de l'ONaCVG.

### 3.2.8. Campagne de communication

Chaque mise en ligne de nouvel épisode du podcast donnera lieu à une campagne de communication réalisée par l'ONaCVG sur les plateformes de réseaux sociaux utilisées par l'ONaCVG.

## Article 4 : Délais – Pénalités

### 4.1. Délais

#### 4.1.1. Délais d'exécution

Les délais d'exécution des prestations sont tels que spécifiés au 3.2 pour chacune des prestations ou livrables attendus.

#### 4.1.2. Prolongation des délais

Les modalités d'expiration ou de prolongation du délai d'exécution sont telles que prévues aux articles 13.2 et 13.3 du CCAG-PI.

### 4.2. Pénalités

#### 4.2.1. Pénalités pour retard

##### 4.2.1.1. *Montant des pénalités de retard*

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, les pénalités suivantes s'appliquent :

Délai concerné	Montant
Délai d'exécution tels que spécifiés au 3.3	50 € par jour ouvré de retard

Le titulaire reste intégralement redevable de la prestation dont le retard ou la non réalisation donne lieu à l'application de ladite pénalité, et ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité.

##### 4.2.1.2. *Plafonnement des pénalités de retard*

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant cumulé de pénalités de retard n'est pas plafonné.

##### 4.2.1.3. *Exonération des pénalités de retard*

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, le titulaire ne saurait être exonéré d'aucune pénalité de retard.

#### *4.2.1.4. Condition d'application des pénalités de retard*

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI l'acheteur peut appliquer les pénalités de retard sans préalablement inviter le titulaire à présenter ses observations.

#### *4.2.2. Autres Pénalités*

##### *4.2.2.1. Vigilance en matière d'hébergement*

En cas d'application des dispositions de l'article L. 4231-1 du Code du travail, 2<sup>e</sup> alinéa, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité égale à la totalité des frais engagés par l'acheteur pour satisfaire à cette disposition, majorée de 5 %.

##### *4.2.2.2. En matière de lutte contre le travail dissimulé*

Au cas où le titulaire n'aurait pas donné suite à l'injonction de régulariser sa situation dans ce domaine, l'ONaCVG peut :

- appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 300 €, dans les limites prévues par les textes,
- résilier le marché sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

##### *4.2.2.3. Absence de destruction des données à caractère personnel*

En cas du non-respect de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire des données à caractère personnel relatives au présent marché (cf. article 6.3) au plus tard trois (3) mois après la date de fin du marché, le titulaire encourt une pénalité de 300 €. Il est expressément convenu que la présente pénalité a uniquement un caractère moratoire.

##### *4.2.2.4. Absence de documentation à fournir au cours de l'exécution*

En cas d'absence de la documentation attendue telle que précisé au 1.4.3 le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 70 € pour chaque défaut de documentation constatée.

##### *4.2.2.5. Pénalités pour non-respect des obligations environnementales*

En application de l'article 16.2.3 du CCAG-P.I., en cas de non-respect de ses obligations environnementales, le titulaire s'expose à une pénalité de 50 € par manquement.

## **Article 5 : Exécution des prestations**

### **5.1. Lieux d'exécution**

Les lieux d'enregistrement des émissions seront définis ultérieurement, par l'ONaCVG.

Le titulaire s'engage à se rendre disponible pour les enregistrements ayant lieu en France métropolitaine :

- sous dix jours ouvrés pour les lieux d'interview situés à moins de 500 km de son siège social

- sous vingt jours ouvrés pour les lieux d'interview situés à plus de 500 km de son siège social.

## **5.2. Arrêt de l'exécution des prestations**

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI, les prestations étant scindées en plusieurs parties techniques à exécuter distinctement, l'acheteur peut décider au terme de chacune de ces parties, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire de ne pas poursuivre l'exécution des prestations.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

## **5.3. Modifications du contrat**

Si cela s'avère nécessaire à la bonne réalisation du marché, l'acheteur se réserve la possibilité d'utiliser les dispositions des articles R. 2122-7, R. 2194-1 à R. 2194-10 du Code de la commande publique et de l'article 25 du CCAG-PI pour :

- la réalisation de prestations similaires à celles du marché initial,
- modifier des prestations prévues initialement,
- ajouter des prestations non prévues initialement mais devenues nécessaires à la réalisation du marché,
- en cas de circonstances exceptionnelles.

## **Article 6 : Constatations de l'exécution des prestations –Destruction des données**

### **6.1. Constatations**

#### ***6.1.1. Opérations de vérification***

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées par le DMC conjointement avec le DCP au moment même de l'exécution de la prestation (examen sommaire) conformément aux articles 28 et 29 du CCAG-PI.

#### ***6.1.2. Décisions après vérification***

Sauf absence de spécification des délais exposés dans le 3.3, la décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet sera prononcée par le représentant de l'acheteur habilité à cet effet dans les conditions prévues 29 du CCAG-PI.

### **6.2. Garantie technique**

Sans objet.

### **6.3. Destruction des données**

Il est fait application de l'article 31 du CCAG-PI.

## **Article 7 : Clause environnementale**

Le titulaire est soumis au respect d'obligations environnementales selon les dispositions de l'article 16.2 du C.C.A.G.-P.I. Il privilégie une méthode de transmission de ses livrables contribuant à l'allègement de l'impact carbone des flux numériques, notamment par la compression des documents.

En cas de non-respect de cette obligation, il sera fait application des pénalités prévues à l'article 3.2.6 supra.

## **Article 8 : Utilisation des résultats**

Il est fait application des articles 32 à 35 du CCAG-PI.

En complément des stipulations du chapitre 6 du CCAG-PI, il est précisé les dispositions ci-après.

### **8.1. Objet de la cession**

L'objet de la cession porte sur la cession des droits patrimoniaux dans le strict respect du droit moral de l'auteur.

### **8.2. Modalité de la cession**

Par dérogation à l'article 35.2.1 du CCAG-PI le titulaire cède à titre exclusif à l'acheteur les droits patrimoniaux des droits d'auteur ou des droits voisins des droits d'auteur afférents aux résultats, pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés au présent article tels qu'applicables au marché.

### **8.3. Territoire et durée de la cession**

Cette cession des droits couvre les résultats, à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de la réception des prestations, pour le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur telle que définie aux articles L. 123-1 et L. 211-4 du code de la propriété intellectuelle, y compris toutes les prolongations éventuelles de cette durée légale, et ce, sans restriction ni limitation d'aucune sorte.

### **8.4. Montant de la cession**

Le montant de la cession est tel que défini dans chaque bon de commande renseignée sur le fondement du bordereau de prix unitaire par le titulaire.

Le titulaire ne pourra réclamer aucune somme complémentaire à quelque titre que ce soit.

### **8.5. Liste des droits patrimoniaux cédés**

Conformément à l'article 35.1.1 du CCAG-PI :

Le titulaire accorde au titre du présent article à l'acheteur, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés

dans les documents particuliers du marché et en toute hypothèse pour les besoins découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

Ces droits comprennent, dans le respect des droits moraux, l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et de distribution, et notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, d'extraire sans modifier les propos, de traduire les résultats en toutes langues, en tout ou en partie, en l'état ou modifiés pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés au présent article, tels qu'applicables au marché.

Le droit de représentation et de distribution comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de communication au public et de mise à disposition du public des résultats, en tout ou partie, directement ou indirectement, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes et procédés, connus ou inconnus, sous toute forme, et auprès du public en général ou de catégories de public en particulier, de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement.

Le droit de reproduction comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de reproduire les résultats, pour quelque usage que ce soit, par quelque procédé que ce soit, connu ou inconnu y compris non prévisible, sur tout support actuel ou futur et sans limitation de nombre tel que papier, électronique, numérique, analogique, magnétique, optique, vidéographique, pour toute exploitation, y compris en réseau sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tous supports.

Les droits d'exploitation cédés à l'acheteur comprennent les droits de :

- utiliser les résultats consistant en des documents préparatoires, tels que enregistrements, rush des enregistrements, pour la mise en œuvre des besoins auxquels ils répondent ;
- évaluer ou faire évaluer par tout tiers à tout moment les résultats ;
- pouvoir procéder aux opérations d'archivage public le cas échéant ;
- permettre à tout service au sein de la même personne morale que l'acheteur de pouvoir utiliser les résultats dans les mêmes conditions et finalités d'utilisation ;
- transférer les droits sur les résultats à tout tiers bénéficiaire d'un transfert de compétences de l'acheteur, à tout organisme partenaire à caractère pédagogique et culturel sans objet commercial.

## **Article 9 : Résiliation**

Les stipulations des articles 36 à 41 du CCAG-PI, relatives à la résiliation du marché, sont applicables au présent marché.

## **Article 10 : Différends**

En cas de différends ou litiges, les dispositions de l'article 43 du CCAG-PI s'appliquent.

En outre, en cas de litige avec un prestataire étranger, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Tous les documents, notices et correspondances relatifs au marché sont rédigés en français.

## **Article 11 : Dérogations au CCAG-PI**

Les dérogations aux CCAG-PI, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

Articles du présent C.C.P.	Articles du CCAG-PI auquel il est dérogé	Objet de la dérogation
1.3	4.1	Délais impartis au titulaire pour les observations sur OS
2.1.3	10.2.4	Établissement du $M_0$
4.2.1	14.1.1	Calcul des pénalités
4.2.1.2	14.1.2	Plafonnement des pénalités
4.2.1.3	14.1.3	Modalités d'exonération des pénalités
4.2.1.4	14.1.1	Conditions d'application des pénalités
Article 8 :	35.2.1	Cession des droits d'utilisation
8.5	35.2.1	Cession des droits d'utilisation